Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 70 (2012)

Heft: 2

Artikel: En prévision du sommet Rio+20 : culture et développement : quels rapports?

Autor: Tardif, Jean

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-390902

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

EN PRÉVISION DU SOMMET RIO+20. CULTURE ET DÉVELOPPEMENT: QUELS RAPPORTS?

JEAN TARDIF
Délégué de l'Association internationale PlanetAgora
jean.tardif@planetagora.org

Rio+20 risque d'être victime de la crise économique et financière qui polarise l'attention médiatique et politique et relègue dans l'ombre toute autre question qui ne soulève pas instantanément une forte émotion. Le séisme qui a frappé Fukushima en mars 2011 a disparu des écrans sans qu'on en ait tiré les conséquences. À l'évidence insoutenable, le modèle néolibéral avec son corollaire consumériste est encore présenté comme la voie vers la croissance confondue avec le développement. Pour amorcer l'indispensable changement de paradigme, il faut reconnaître qu'il n'y a pas d'exemple de développement réussi et viable sans ancrage réel dans la culture d'une société. La culture n'est pas l'un des piliers du développement, elle en est l'assise et le moteur. Le tournant crucial que devrait en conséquence engager Rio+20, c'est de prendre en compte le nouvel écosystème symbolique que fait émerger la mondialisation culturelle et ses conséquences sur la sécurité culturelle qui n'est pas moins importante que celle de l'écosystème physique.

Mots-clés: Sommet de Rio, modèle néolibéral, consumérisme, culture, changement de paradigme

L'Organisation internationale de la Francophonie a mobilisé des ressources importantes pour organiser un Forum francophone préparatoire à Rio+20 qui a réuni à Lyon les 8 et 9 février 2012 des personnalités et des intervenants d'horizons divers et qui ont abordé divers aspects du développement durable. On peut consulter les informations relatives à cet événement sur le site de l'OIF: http://www.francophonie.org/Forum-francophone-preparatoire-a,39159.html. *Le texte qui suit a été rédigé à partir des notes préparées comme introduction à l'une des trois questions abordées par l'atelier consacré au thème «Culture et développement durable».*

On ne saurait trop souligner la pertinence et l'opportunité d'avoir prévu dans le cadre de ce Forum un atelier consacré à la culture et au développement le 7 février et il convient d'en féliciter les responsables . Cette initiative tranche d'heureuse façon avec l'absence habituelle de la culture dans ce qui se dit et s'écrit sur la mondialisation, la gouvernance ou le développement, y compris chez les altermondialistes qui s'intéressent surtout aux conséquences sociales de la mondialisation.

La crise structurelle qui polarise l'attention médiatique et politique sur l'économie rend encore plus difficile la prise en compte effective d'autres sujets, aussi bien au plan national que dans le système international. Les crises constituent un puissant révélateur de l'état d'un système incapable de retrouver par lui-même les conditions de son équilibre. Elles peuvent par conséquent offrir l'heureuse occasion d'une prise de conscience indispensable à leur dépassement. Encore faut-il en analyser les causes avec lucidité et ne pas céder à l'illusion de rechercher dans le passé les solutions aux transformations inédites. Mais en ces temps où le court terme et l'effervescence médiatique semblent borner l'attention et l'action politique, le séisme de Fukushima semble déjà aussi lointain que Tchernobyl sans que l'on en ait tiré les conséquences qui s'imposent en matière d'environnement et de développement durable. Sans illusion, mais pour avoir quelque chance d'être entendu et utile, il faut reconnaître que même les meilleures propositions ont peu de chance d'être prises en compte et transposées en stratégie efficace si l'on ne commence pas par démontrer que les enjeux relatifs à la culture, ou plus précisément aux cultures, loin d'être marginaux, revêtent aujourd'hui une dimension véritablement stratégique. Ce que j'ai tenté de faire dans *Les enjeux de la mondialisation culturelle*. Cette analyse est encore bien loin d'être partagée.

Dans ce propos introductif à la question *Pourquoi la culture à Rio+20?*, je voudrais partir du constat formulé par M. Abdou Diouf dans la préface de cet essai: «il n'est pas d'exemple de développement réussi et d'avancée démocratique sans véritable ancrage culturel»[1]. Et soutenir en conséquence que *la culture ne représente pas seulement un pilier – ce devrait alors être le premier! – mais bien le fondement même de tout développement, à fortiori si on le veut viable.*

POURQUOI LA CULTURE?

Dans la perspective de Rio+20, cette question renvoie aux rapports entre culture et développement.

Une remarque préliminaire sur le concept de «développement durable» même s'il semble déjà consacré. Le développement n'est-il pas trop souvent encore abusivement assimilé au progrès ou à la croissance économique? Le rapport remis au Secrétaire général des Nations-Unies intitulé *Resilient People, Resilient Planet*, rendu public le 30 janvier 2012 en prévision de Rio+20, note qu'on est loin d'être arrivé à mettre en place un Indice de développement humain (IDH) qui pourrait contrebalancer la norme du Produit intérieur brut (PIB). Alors que trois des neuf bornes de sécurité identifiées par le rapport Bruntland il y a vingt-cinq ans ont été franchies[2], peut-on espérer que ce nouveau rapport aura plus d'impact réel quand ses auteurs notent eux-mêmes qu'il existe peu d'incitations à le mettre en pratique puisque les politiques et les institutions sont récompensés sur des objectifs à court terme?

La notion même de développement durable a-t-elle un sens? Ne serait-il pas plus approprié de parler de développement *viable ou soutenable* pour mettre en évidence le fait qu'on ne peut jamais atteindre une situation établie ou permanente et que le développement est le fruit d'efforts constants? En pratique, le mieux que l'on puisse faire n'est-il pas d'agir sur les

---

1 Jean Tardif, Joëlle Farchy, *Les enjeux de la mondialisation culturelle*, Éd. Le Bord de l'eau, 2012, p. 9.

2 Le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, la pollution chimique, la diminution de la couche d'ozone, la déforestation, la disponibilité en eau potable, l'acidification des océans, l'érosion de la biodiversité et la perturbation du cycle de l'azote: pour ces trois dernières, les chercheurs estiment que les seuils de sécurité ont déjà été dépassés.

conditions requises pour que, dans chaque société, chaque génération se reconnaisse débitrice du passé et responsable de ce qu'elle transmettra à la suivante? Cette responsabilité ne peut se limiter au concept de l'économie verte puisque les modèles actuels de développement ne sont incontestablement pas compatibles avec les limites de la planète et les capacités de renouvellement des ressources naturelles. C'est donc bien *un changement de paradigme qui s'impose si l'on veut que le développement humain constitue réellement l'objectif central du politique*, irréductible à la croissance de l'économie financiarisée déconnectée des réalités socioculturelles actuelles.

La note préparatoire transmise aux participants à l'atelier *Culture et développement* évoque «la composante culturelle» du développement. C'est pratiquement toujours sous cet angle des activités dites culturelles qu'on aborde cette question, comme ce fut d'ailleurs le cas pour la Convention pour la défense et la promotion de la diversité des expressions culturelles adoptée par l'Unesco. Ce n'est pas sans raison. D'une part, il est plus facile d'invoquer les politiques culturelles que de s'intéresser à la question complexe de la dimension politique de la culture qui imposerait notamment de composer avec des différences qui débordent la sphère «nationale». D'autre part, avec le développement de la technologie numérique et de l'Internet, on serait tenté de penser avec Jeremy Rifkin que le capitalisme atteint sa phase ultime en s'imposant dans la sphère culturelle, ce qui justifierait qu'on s'y intéresse. La valeur boursière des Microsoft, Google, Apple et Facebook en fournit la démonstration indiscutable. Mais ce serait caricaturer la culture que de la limiter aux politiques culturelles, à l'économie culturelle ou à une dimension du développement.

Les travaux de cet atelier s'inscrivent dans une perspective liée au rôle de la Francophonie institutionnelle. C'est en soulignant l'importance du «secteur culturel» que j'ai formulé à cet égard une proposition qui me semble toujours pertinente pour une organisation à fondement linguistico-culturel comme la Francophonie: si l'on veut donner consistance à la «Francophonie économique», on devrait privilégier les actions communes qui renforceront le potentiel de création et de diffusion culturelle de ses membres. Ce qui suppose des industries de la culture et de la communication transnationales performantes, capables notamment de développer un espace médiatique commun et de soutenir la concurrence des conglomérats globalisés. Voilà un premier test significatif qui permettrait d'accorder les nobles intentions et les actes. Pourquoi est-on encore si loin d'une telle stratégie?

LA CULTURE EST LE FONDEMENT ET LE MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT

Mais c'est une raison beaucoup plus fondamentale, évoquée au départ, qui devrait conduire à placer la culture au cœur du développement: il n'y a aucun exemple de développement réussi sans ancrage réel dans la culture d'une société. Le Japon, la Corée et la Chine en fournissent des exemples probants dont on devrait tirer les enseignements. Aucune recette importée, aucun modèle donné aussi efficace soit-il dans un autre contexte, n'a réussi, comme le démontrent les avatars de «l'aide au développement» depuis plus d'un demi-siècle. Le système techno-scientifico-économique (ce que Serge Latouche appelle la Mégamachine) qui prétend pouvoir opérer partout grâce aux vertus du management interculturel révèle ses limites dès lors qu'il est imposé ou simplement importé. La raison en est évidente même si elle est rarement admise par la rationalité technicienne: pareille importation perturbe profondément le système social qui ne se l'est pas appropriée. Voilà qui nous ramène à *la*

culture au sens propre, dans sa fonction sociale et donc politique. Et au cœur de notre sujet puisque le développement devrait constituer la préoccupation première de toute politique.
La culture, c'est le système symbolique qui constitue toute société, de l'ethnie à la nation. Ce qui différencie un groupe social d'un troupeau. La culture constitue la matrice dans laquelle toute personne construit son identité comme être social. Elle lui fournit les outils pour comprendre le monde, son entourage, et pour interagir avec eux dans un cadre mutuellement acceptable. Culture et identité forment un couple interactif indissociable. Jusqu'à tout récemment le processus culturel et le processus identitaire se déroulaient dans un espace relativement bien défini, épousant en gros les règles de la proximité territoriale et évoluant suivant un rythme lent.
La mondialisation culturelle vient bousculer ces deux processus avec des conséquences encore sous-estimées voire ignorées. Portée par les médias, la mondialisation culturelle met en présence intensive et en concurrence des valeurs, des modèles, des préférences collectives, des modes de vie dont les différences deviennent immédiatement perceptibles.
C'est dans la sphère médiatique globalisée dont la portée et l'influence sont démultipliées par la technologie numérique et les téléphones mobiles (plus de 5 milliards d'abonnements dans le monde) que des jeunes de plus en plus nombreux vont chercher leurs modèles, leurs rêves et les marqueurs identitaires qui leur permettront d'être reconnus comme différents dans leur milieu. La mondialisation culturelle ne fait pas apparaître une culture mondiale, mais une «*Hyper culture globalisante*» agissant comme une nouvelle matrice de socialisation qui affecte toutes les autres en les inscrivant dans une mouvance dont elle constitue le pôle d'attraction et d'irradiation. «*L'HCG*» n'appartient à aucune culture existante même si elle porte la marque des grands médias qui se sont donné les moyens de diffuser leurs produits à l'échelle planétaire et qui obéissent d'abord à la logique économique du profit. Elle s'étend grâce à la force de l'image, sous les atours de la séduction qui fait de chacun son complice actif. Elle propose un Eldorado virtuel présenté comme accessible par les vertus du consumérisme individualiste qui correspond bien à la logique libérale du marché. Ce nouvel univers référentiel s'impose comme un nouveau paradigme.
L'expansion de la sphère médiatique globalisée offre sans doute des possibilités inédites d'accès aux trésors de l'humanité ainsi que d'interactions enrichissantes si elles ne sont pas trop déséquilibrées.
Elle comporte aussi des risques dont on ne saurait ignorer la portée. Contrairement à un sentiment largement répandu, le risque le plus important tient moins à l'uniformisation culturelle qu'au «darwinisme culturel»: les cultures incapables d'occuper leur place comme acteur dans la sphère médiatique globalisée risquent de voir altérées leur capacité de socialisation et leur cohésion, un peu comme devient marginalisée une langue qui ne sert plus à véhiculer les réalités les plus importantes de l'époque. On voit alors apparaître, et pas seulement dans les pays en développement, ce que l'écrivain sénégalais Boubacar Diop appelle une «culture d'émigration» qui nourrit le rêve d'un développement individuel décroché de sa société.
Ce qui est en jeu, c'est *la sécurité culturelle*, c'est-à-dire *la capacité d'une culture, non pas de se figer dans un impossible statu quo, mais de pouvoir préserver son caractère spécifique*

malgré des conditions changeantes et des menaces réelles ou virtuelles[3]. C'est-à-dire la capacité de trouver en elle-même les moyens de composer avec la dynamique actuelle, interne et externe, pour assurer son développement dans les conditions radicalement nouvelles créées par la mondialisation. Dans les sociétés dont les repères traditionnels sont ébranlés, les frustrations croissantes et la peur peuvent créer un nouveau lien social, fragile, fondé sur l'émotion et qui pourrait déboucher sur un nouvel imaginaire de plus en plus critique de ces déséquilibres. La résilience d'une culture peut sembler permettre d'absorber des changements importants jusqu'à ce que ce système symbolique ne parvienne plus à assurer ses fonctions essentielles de matrice fonctionnelle et valorisante capable de servir de creuset au vivre-ensemble. Voilà peut-être le fondement de l'insécurité culturelle qui semble se propager dans les sociétés ouvertes et qui pourrait activer les ressorts les plus profonds de conservation qui, chez l'homme, ne concerne pas la seule dimension physique.

La sphère médiatique globalisée constitue désormais un nouveau champ stratégique alors que la puissance tient largement à la capacité de manipuler des symboles dans la bataille pour la conquête des esprits et des cœurs. C'est là que s'imposent les valeurs, les modèles, les préférences collectives qui interfèrent avec ceux que propose l'entourage immédiat.

La mondialisation culturelle constitue bien une véritable mutation. Elle fait émerger un nouvel écosystème symbolique qui affecte la capacité de socialisation de toutes les cultures existantes. Cette *métamorphose n'est pas moins cruciale que celle qui affecte l'écosystème physique*. Mais la réflexion à ce sujet en est au point où elle était voici trente ans sur l'environnement alors que l'effervescence des Trente Glorieuses permettait de minimiser les avertissements du Club de Rome. À moins de confondre développement humain et croissance économique, on ne peut ignorer la portée de ce véritable changement de paradigme.

Les effets de cette métamorphose sont multiples et peuvent être évoqués ici de façon sommaire:

> au plan *individuel*: désocialisation, faible socialisation des réseaux sociaux, le consumérisme comme idéal, les marqueurs identitaires puisés dans les médias, «culture d'émigration»;
> au plan *social*: affaiblissement de la capacité de socialisation des cultures existantes;
> au plan *idéologique*: le consumérisme individualiste correspondant au libéralisme marchand;
> au plan *politique*: dissocié de l'économie affranchie des contraintes frontalières, le politique peine à composer avec les nouvelles réalités sociales et il se réfugie dans les jeux d'appareil, dans le temps médiatique de l'immédiat, dans la tactique au détriment de la stratégie;
> *conséquences stratégiques*: influence considérable de ceux qui sont capables de diffuser leurs images et leurs valeurs qu'on en vient à croire universelles parce que largement accessibles. L'une des traductions: la fascination pour l'anglais présenté comme condition de la réussite, et pour un modèle qui correspond davantage au rêve hollywoodien qu'à la réalité américaine.

---

3 Cette définition est inspirée de celle donnée par Ole Waever, «Societal Security:The Concept», in Ole Waever & al., *Identity, Migration and the New Security Agenda in Europe*, Pinter, London, 1993.

Si ces effets sont plus ou moins clairement perçus, l'évolution qu'ils manifestent ne semble pas encore suffisamment critique pour que l'on cherche à en identifier les causes et à maîtriser les forces qui animent cette dynamique transfrontalière. L'Empire de la séduction qui présente l'hédonisme consumériste comme l'horizon du bonheur humain n'inspire que la crainte d'en être exclu! Rien d'étonnant si ce «despotisme doux» n'a rien pour déplaire au pouvoir politique «qui aime que les citoyens se réjouissent pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir» ... «Dans ce système, les citoyens sortent un moment de la dépendance pour indiquer leur maître, et y rentrent»[4].

C'est sans doute parce qu'elle est presque toujours abordée sous l'angle particulier des politiques culturelles que la culture n'est toujours pas considérée comme enjeu stratégique malgré les belles déclarations[5]. La mobilisation importante autour de la Convention de l'Unesco est retombée pour céder la place à la lutte contre le piratage qui mobilise les Majors soucieux beaucoup plus de leurs profits que de la diversité culturelle. Même les pays qui ont les moyens de se doter de politiques culturelles significatives en restent pour la plupart à une approche nationale avec un volet axé sur la diffusion culturelle à l'étranger. À l'exception notable des États-Unis qui, depuis l'appel de Roosevelt à américaniser le monde en 1898, ont fait de la promotion de leurs valeurs, de leurs idées et de leurs images le troisième pilier de leur puissance. Et de la Chine qui, dans son Plan stratégique publié en 2011, évoque «la guerre de l'information et de la communication». Il n'est donc pas étonnant que les rapports entre culture et développement ne soient guère pris en compte quand ils ne sont pas considérés comme purement artificiels.

Il y a sans doute là un révélateur de la crise actuelle du politique dont la crise économique et financière offre le miroir d'une connivence conflictuelle non résolue. La politique est aujourd'hui doublement déconnectée. D'une part, de l'économie financiarisée qui a su, avec la complicité active des pouvoirs publics, s'affranchir des contraintes frontalières étatiques et qui échappe largement à l'emprise des politiques nationales. D'autre part, ne sachant comment composer avec l'érosion de la capacité de socialisation de son assise dite nationale, la politique cherche à masquer son impuissance grandissante dans l'effervescence médiatique et dans les jeux d'appareils orientés avant tout vers l'exercice du pouvoir. Elle semble en venir à oublier, en cherchant désespérément à retrouver les ressorts d'une croissance économique dont les leviers lui échappent, que son objectif premier est le bien commun d'une collectivité qui est d'abord une communauté socioculturelle et non une simple entité économique. Et que c'est d'abord et surtout dans les ressorts de sa propre culture que toute communauté pourra trouver les outils de son développement. La sécurité culturelle qui n'est pas moins cruciale que la sécurité physique ne devrait-elle pas être traitée par le politique autrement que par les réactions défensives?

---

4 Alexis de Tocqueville, De la démocratie en Amérique, t.2, quatrième partie, chapitre VI.

5 Dans une perspective liée aux politiques culturelles, même en France qui y consacre des moyens conséquents, les préoccupations semblent bien souvent liées aux clientèles et à la diffusion de sa culture, plutôt qu'à la dimension stratégique, comme l'illustre à nouveau le Dossier consacré par Le Monde du 2 février 2012 à la question «Quelle politique culturelle pour la France?». On y chercherait en vain le volet de la Francophonie multilatérale alors que celle-ci pourrait pourtant représenter un nouveau laboratoire pour traiter les enjeux de la mondialisation culturelle. «Mondialisée et numérisée, dominée par de grands groupes qui organisent de fait la circulation des œuvres, la culture est un défi lancé à l'idée même de régulation économique. Elle est un laboratoire pour les politiques publiques.» Et pourtant, poursuit l'éditorialiste Nicolas Demorand (*Libération*, le 27 mars 2012), elle est absente dans la présente campagne présidentielle française.

Ne faudrait-il pas voir dans cette déconnexion du politique la cause de son impuissance grandissante en même temps que de son incapacité à dépasser le court-termisme pour se consacrer au développement plutôt qu'à la simple préoccupation de la croissance économique quand ce n'est pas aux jeux électoraux centrés sur la conquête d'un pouvoir de plus en plus limité? Admettons qu'il est difficile, voire impossible, pour les responsables politiques de reconnaître publiquement les limites des politiques nationales et l'absolue nécessité d'inventer les modalités du politique pour composer avec les enjeux extra-nationaux. Il s'agit pourtant là d'une condition désormais indispensable pour l'efficacité des politiques nationales.

RIO+20 ET LE NOUVEL ÉCOSYSTÈME SYMBOLIQUE

Ces constats, sans doute discutables dans leur formulation trop sommaire, sont difficilement contestables sur le fond. Il importe donc de partir de là si l'on veut faire inclure la culture dans ce qu'il faut espérer comme des décisions stratégiques de Rio+20 en regard des défis du développement viable qui concernent au moins autant l'écosystème symbolique que l'écosystème physique.

Que faire? Il serait irresponsable de se résigner ou de désespérer. Si le cataclysme de Fukushima[6] n'a pu convaincre les participants à la Conférence de Durban de s'entendre pour dépasser les intérêts nationaux égoïstes, en l'absence de toute instance capable de représenter le bien commun planétaire, et alors qu'on voit les Sommets banalisés peiner à masquer leurs piètres résultats, comment penser qu'on pourra inscrire et faire reconnaître l'importance primordiale de la culture comme fondement, principal pilier et surtout moteur du développement à la Conférence Rio+20?

La Francophonie a-t-elle la conviction et la force de porter un tel projet et de le faire avancer concrètement? Son fondement linguistico-culturel lui offre une occasion exceptionnelle d'affirmer son leadership pour assurer la prise en compte effective de la culture comme fondement et moteur premier du développement, non seulement dans une belle déclaration rhétorique mais dans une stratégie véritable qui trouvera par là-même la condition première de la viabilité de tout développement.

Rien de tel ne se produira sans une mobilisation importante et rapide qui pourrait s'inspirer de celle qui a conduit à l'adoption de la Convention de l'Unesco. Car, si l'on en juge par le projet de Déclaration dont nous avons pu prendre connaissance, on est très loin du compte! Ce projet est axé sur la dimension économique, idéalement un peu «verdie». *L'article 16 est le seul consacré au rôle de la culture en termes généraux, sans précisions ni conséquences concrètes en termes politiques, économiques ou stratégiques*. Le projet de Déclaration ne reconnaît pas la culture comme pilier du développement durable et encore moins comme son fondement et son moteur. Il ne fait évidemment pas place aux conséquences de l'émergence d'un nouvel écosystème symbolique, notamment sur la sécurité culturelle alors qu'il évoque par ailleurs la sécurité alimentaire et... l'égalité des genres! On n'y trouve évidemment pas de remise en cause du modèle consumériste dont les limites sont pourtant évoquées clairement dans le rapport présenté au Secrétaire général des Nations-Unies. Le professeur Frank Biermann, directeur du projet de Gouvernance du système Terre au Conseil international

---

6 Gérard Mestrallet PDG de GDF-SUEZ: «Privilégier les énergies renouvelables pénaliserait notre compétitivité», *Le Monde*, 6 février 2012.

de la science (ICSU) qui regroupe les organismes scientifiques de 140 pays, a proposé lors de la conférence qui vient de se tenir à Londres que Rio+20 constitue «un moment constitutionnel semblable au grand mouvement transformateur qui a mené à l'établissement des Nations Unies et d'autres institutions internationales comme la Banque mondiale. Il faut au minimum quelque chose comme un Conseil de sécurité environnementale des Nations Unies – un organe qui ait vraiment le pouvoir de demander des comptes aux gros pollueurs, aux ravageurs d'écosystèmes et aux pilleurs de ressources»[7]. La crise économique invoquée par certains comme nécessitant des nouveaux efforts pour accroître la compétitivité des entreprises semble un prétexte bien commode pour éviter de demander aux participants de ne prendre aucun engagement substantiel qui ne figure pas dans la Déclaration de Rio il y a vingt ans. Les fleurs de la rhétorique verte seront nombreuses mais ne compenseront pas l'absence d'un plan d'action à la hauteur des défis que présente la dégradation accélérée de l'écosystème physique.

À moins d'une révision assez radicale, cette Déclaration risque de fournir un nouvel exemple d'une litanie de rappels et d'appels, une expression supplémentaire de l'impuissance du système international stérilisé par les conflits d'intérêts nationaux égoïstes des plus puissants. Ne faut-il pas y voir la traduction de ce que Philippe Baumard appelle «le vide stratégique»[8] qui caractérise le politique replié sur le court terme et condamné à gérer les effets de phénomènes qui échappent à son emprise alors qu'ils découlent pourtant d'actions humaines et devraient en conséquence pouvoir être maîtrisés par la volonté humaine?

Raison supplémentaire, s'il en était besoin, d'avancer *quelques propositions* qui découlent des constats formulés ici, sans nourrir d'illusion sur leur chance d'être entendues et prises en compte.

1) *L'exigence minimale* devrait comporter une modification de l'article 16 pour le compléter en faisant référence aux conséquences du nouvel écosystème symbolique sur la capacité des sociétés de trouver dans leurs cultures les conditions de leur développement. S'il est incontestable que l'humanité comme le langage n'existe qu'au pluriel, le pluralisme culturel doit être considéré comme l'un des biens communs de l'humanité, «le contrepoint du développement capitaliste et non un simple accessoire comme l'est le concept de développement durable»[9].

2) *Une condition préalable* s'impose pour espérer y parvenir: expliciter le rapport culture / développement dans le contexte du nouvel écosystème symbolique que fait émerger la mondialisation culturelle, le discuter, le porter dans la sphère publique. Cette démarche permettra de comprendre et d'affirmer publiquement que *la culture est le ressort fondamental, le levier principal du développement.* Elle permettra en outre de tirer les enseignements du débat sur l'écosystème physique amorcé depuis plus de trente ans sans réussir à entraîner la mise en place d'une organisation internationale consacrée à l'environnement même si cela ne

---

7 Fred Pearce, On the Road Back to Rio,Green Direction Has Been Lost, 09 FEB 2012: *http://e360.yale.edu/feature/rio_20_sustainability_conference_on_road_back_to_rio_green_direction_lost/2493/*

8 *Le vide stratégique*, CNRS éditions, 2012.

9 L'expression est celle du sociologue Boaventura de Sousa Santos, directeur du Centre d'études sociales de l'Université de Coïmbra au Portugal, dans *Visao*, dont *Courrier international* reprend des extraits sous le titre «La parole à la société civile», no 1117, 29 mars-4 avril 2012.

constituerait pas une solution suffisante pour un enjeu d'une telle importance et qui n'est pas de nature inter-étatique. La prise de conscience partagée constitue une exigence sans laquelle rien d'important ne pourra être engagé et poursuivi avec détermination et constance face à un enjeu qui n'a rien de conjoncturel.

3) Le lien entre culture et développement devrait conduire aussi à s'interroger sur *les assises possibles de l'action visant à renforcer le rôle moteur des cultures dans le développement*. En soulignant que c'est dans sa propre culture que chaque société peut trouver les clés de son développement, il importe de tirer les conséquences de la mutation que représente le nouvel écosystème symbolique. Peu de pays peuvent prétendre constituer l'assise suffisante pour composer avec les forces transfrontalières qui animent la mondialisation aussi bien dans sa dimension économique que culturelle. Face à la mondialisation économique on a vu se constituer des entités régionales sur des modèles divers. *Les entités géoculturelles pourraient constituer des laboratoires pour élaborer des réponses au développement dans le contexte de la mondialisation culturelle*. Non pas seulement comme organisations inter-étatiques mais comme des foyers de mobilisation et en s'instituant comme des aires d'échanges privilégiés qui renforcent le potentiel de tous les acteurs concernés. Ce qui devait se traduire par l'élaboration et la mise en place de régimes adaptés aux exigences spécifiques des interactions culturelles et fondés notamment sur les principes d'ouverture maîtrisé, de l'échange équitable et de la responsabilité.

4) Le changement de paradigme que le rapport de l'ONU estime nécessaire ne pourra se produire sans remettre en cause l'idéologie de la primauté de l'économie sur toute autre dimension de la vie socioculturelle. Devant l'essor vertigineux de «*l'algotrading*» (*high frequency trading*)[10] déconnecté de l'économie réelle et visant des profits rapides, on peut s'interroger sur l'exubérance irrationnelle du marché et sur sa contribution à la croissance. Pour répondre à l'inquiétude grandissante relative à la viabilité du modèle néolibéral occidental, il faut sans doute tirer les conséquences du fait qu'il n'existe pas de modèle unique de développement contrairement aux prétentions intégristes de l'idéologie globalitaire. Mettre en évidence le lien culture/développement conduit ainsi à voir *le pluralisme culturel comme axe concret du développement*. Il ne s'agit nullement de défendre une approche «culturaliste» qui prétendrait figer les cultures à un stade donné en les dissociant de la dynamique économique. Il s'agit plutôt de *chercher, par la voie politique et suivant des modalités à inventer, les conditions qui permettront aux sociétés de puiser d'abord dans leur propre culture et de chercher avec les cultures apparentées les collaborations qui renforceront leur potentiel* plutôt que de chercher à importer des formules toutes faites qui se révéleront inefficaces et aliénantes si elles ne sont pas culturellement assimilées.

5) *Donner l'exemple en innovant*. La Francophonie a une excellente occasion de traduire ses convictions et son approche lors du prochain Sommet prévu à Kinshasa en octobre 2012 sur le thème de l'environnement et du développement. Quelle contribution ce Sommet pourra-t-il apporter après Rio+20 auquel tous les pays membres de la Francophonie auront

---

[10] Edouard Pflimlin et Laurent Checola, «L'essor vertigineux du trading algorithmique», *Le Monde*, 21.01.11.

participé? Ne faudrait-il pas au moins ajouter à son ordre du jour un volet majeur qui permettra d'aborder les défis de l'émergence du nouvel écosystème symbolique qui fait sentir ses effets dans chacun des pays membres de l'OIF? Le Sommet pourrait innover en abordant *les questions liées aux rapports entre le nouvel écosystème symbolique humain et le développement*, d'autant qu'elles sont étroitement reliées au fondement même et à la raison d'être de la Francophonie institutionnelle. Ce pourrait être l'occasion de donner une suite concrète à la proposition que le Secrétaire général de la Francophonie, M. Abdou Diouf, a formulée à plusieurs reprises[11]: *inscrire le pluralisme culturel au cœur du projet politique de la Francophonie*, non pas sur le mode déclaratoire mais en le traduisant dans une stratégie d'action qui valorise la diversité culturelle dans toutes ses dimensions, y compris comme le moteur du développement. La Francophonie dispose de tous les atouts, à commencer par la diversité de ses membres, pour assumer un leadership actif en contribuant à animer un processus permanent qui permettra de développer les analyses et adopter une stratégie forte qui lui permettrait d'affirmer à la fois sa vision, son originalité et sa pertinence face à cet enjeu fondamental du développement ancré dans les cultures.

Pour conclure, à la question posée aux participants de cet atelier, *Pourquoi la culture?*, ne faut-il pas répondre *D'ABORD la culture*!, si l'on ne confond pas développement et croissance économique.

Si l'on arrive à se dégager du prisme de l'économicisme dominant responsable de la crise actuelle, on s'apercevra des limites et des contraintes d'un modèle unique de développement. Comprendre la culture comme le système symbolique qui constitue toute société, et qui inclut donc l'économie, permet de retrouver le politique dans sa fonction première qui est d'organiser le vivre-ensemble. *Reconnaître la culture comme fondement et moteur du développement conduit à faire du pluralisme culturel l'assise du développement à l'échelle mondiale.* C'est aussi rechercher les conditions nécessaires pour gérer les interdépendances en complétant et pondérant l'ouverture des marchés par des régimes fondés sur le principe de l'échange équitable.

Les grands changements n'interviennent jamais que sous l'empire de la nécessité. «Le changement a pour adversaires ceux qui ont bénéficié de la situation précédente et pour tièdes défenseurs ceux qui ne savent pas comment tirer profit de la situation nouvelle», notait Machiavel. La mondialisation oblige toutes les institutions à se redéfinir. Le monde ne peut plus se comprendre seulement à partir de la marqueterie des États-nations et en fonction de la seule logique étatique. Pour retrouver le politique capable de composer avec les défis inédits auxquels le recours au passé ne peut offrir de solution, il faut sans doute sortir de la démarche traditionnelle des bureaucraties pour explorer les voies exigeantes et difficiles de la concertation entre tous les acteurs concernés en s'appuyant sur des capacités autonomes de réflexion et de proposition capables d'exprimer et de défendre l'intérêt commun qui reste toujours aujourd'hui sans représentant.

Pour avancer sur cette voie inexplorée, il existe un levier, fragile mais bien réel: à l'ère de la mondialisation, aucun acteur, public ou privé, ne peut réussir seul.

---

[11] Notamment: *Le Monde* 22 mai 2005; «Les cultures comme aventure», dans *Les Aventuriers de la culture*, 2008, p. 23-26; Conférence à Avignon, le 21 novembre 2009, publiée dans *Passion francophone*, 2010, p. 28.